

Audience publique du 4 juin 2009

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 24908 du rôle et déposée le 14 octobre 2008 au greffe du tribunal administratif par Maître Nicolas Decker, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 15 juillet 2008 ayant rejeté comme non fondée sa réclamation dirigée contre le bulletin de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de l'année 2007, émis le 28 mai 2008 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 14 janvier 2009 ;

Vu le mémoire en réplique déposé par Maître Nicolas Decker, pour compte de Monsieur ..., au greffe du tribunal administratif le 10 février 2009 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision entreprise ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Nicolas Decker et Madame le délégué du gouvernement Monique Adams en leurs plaidoiries respectives.

Le bureau d'imposition Dudelage de la section des personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé « *le bureau d'imposition* », émit en date du 28 mai 2008 à l'égard de Monsieur ..., un bulletin de l'impôt sur le revenu des personnes physiques relatif à l'année 2007.

Par courrier daté du 24 juin 2008, Monsieur ... introduisit une réclamation à l'encontre de ce bulletin.

Par décision datée du 15 juillet 2008, le directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné « *le directeur* », rejeta ladite réclamation comme non fondée. Ladite décision est libellée comme suit :

« *Le directeur des contributions,*

Vu la requête introduite le 25 juin 2008 par le sieur ..., demeurant à L3501

Dudelange, pour réclamer contre le bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 2007, émis le 28 mai 2008;

Vu le dossier fiscal;

Vu les §§ 228 et 301 de la loi générale des impôts (AO);

Considérant que la réclamation a été introduite par qui de droit (§ 238 AO), dans les forme (§ 249 AO) et délai (§ 245 AO) de la loi, qu'elle est partant recevable;

Considérant que le réclamant fait grief au bureau d'imposition d'avoir refusé la prise en compte de frais pour matériel informatique;

Considérant qu'en vertu du § 243 AO, une réclamation régulièrement introduite déclenche d'office un réexamen intégral de la cause, sans égard aux conclusions et moyens du requérant, la loi d'impôt étant d'ordre public (décision dir. du 9.9.1991 n° C 7640 du rôle);

qu'à cet égard le contrôle de la légalité externe de l'acte doit précéder celui du bien-fondé (décision dir. du 21.5.1993 n° C 7444 du rôle);

qu'en l'espèce la forme suivie par le bureau d'imposition ne prête pas à critique;

Considérant que le réclamant fait grief au bureau d'imposition de ne pas avoir pris en considération ni le coût d'un nouvel ordinateur personnel ni celui d'une nouvelle imprimante qui lui serviraient quasi exclusivement pour l'exercice de sa profession de professeur de chimie et des activités y rattachées;

Considérant que le réclamant fait valoir, dans la déclaration d'impôt de l'année litigieuse, comme frais d'obtention en relation avec son revenu provenant d'une occupation salariée, la somme de 2.743,41 euros se composant de 2.497,25 euros représentant le prix d'acquisition d'un nouvel ordinateur personnel et de 246,16 euros pour la nouvelle imprimante;

Considérant qu'en vertu de l'article 105 alinéa 1^{er} de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), sont considérées comme frais d'obtention les dépenses faites directement en vue d'acquérir, d'assurer et de conserver les recettes;

Considérant que l'article 12 alinéa 1^{er} L.I.R. dispose que ne sont déductibles ni dans les différentes catégories de revenus nets ni du total des revenus nets « les dépenses effectuées dans l'intérêt du ménage du contribuable et pour l'entretien de sa famille. Rentrent également parmi ces dépenses les dépenses de train de vie occasionnées par la position économique ou sociale du contribuable, même lorsqu'elles sont faites en vue de profiter ou sont susceptibles de profiter à sa profession ou à son activité »;

Considérant que les dépenses pour instruments de travail sont soumises aux règles générales délimitant, d'une part, les frais d'obtention et, d'autre part, les dépenses privées, telles qu'elles se dégagent notamment des articles 105 alinéa 1^{er} et 12 n° 1^{er} décrits ci-avant (circulaire du directeur des contributions L.I.R. n° 105/2 du 16 mars 1998 donnant des précisions relatives au régime fiscal de certains frais d'obtention) ;

que ces règles précisent que les dépenses en question ne constituent des frais d'obtention que si elles servent exclusivement ou quasi exclusivement (à raison de 90% ou plus) à l'exercice de l'activité professionnelle et que dans ce cas la déduction fiscale porte sur l'intégralité de la dépense;

que, par contre, lorsque ces dépenses servent à la fois à des fins professionnelles et à des fins privées, une ventilation de la dépense en une quote-part non déductible afférente au train de vie et une quote-part formant des frais d'obtention n'entre en ligne de compte, à titre exceptionnel, qu'en présence de critères objectifs permettant une séparation aisément réalisable et contrôlable de ces dépenses;

qu'à défaut d'une possibilité de séparation facile et nette, les dépenses en rapport avec un bien utilisé dans le cadre du train de vie privé ne peuvent être scindées par voie de taxation sommaire en des dépenses de train de vie non déductibles et en des frais d'obtention et que dans ce cas la dépense intégrale est à considérer comme non déductible;

Considérant que si, il y a un certain nombre d'années, un ordinateur personnel pouvait régulièrement être considéré comme un instrument de travail, les possibilités d'utilisation pour la vie privée ayant été fortement limitées et le coût du bien prohibitif par rapport à cet usage privé restreint, il en est autrement à l'heure actuelle où un ou plusieurs ordinateurs personnels équipent la majorité des ménages et servent à la fois à la documentation professionnelle, à la communication professionnelle et privée (courriels ; traitement de texte), à la récolte d'informations en relation avec l'emploi et les loisirs (Internet), à la réalisation de calculs financiers du ménage et même de support ludique et d'agenda ; qu'ainsi, d'après une vue typisée, l'ordinateur personnel relève, de nos jours, du domaine de la sphère privée, même si l'utilisation dans la sphère des revenus est non négligeable voire dominante ;

Considérant qu'il n'est nullement contesté en l'espèce que le réclamant utilise couramment, et même de façon prépondérante, son ordinateur pour de multiples tâches en relation avec son emploi, ni d'ailleurs que l'acquisition de ce bien ait été motivée également par des raisons professionnelles ; qu'il a d'ailleurs établi à suffisance la connexion entre matériel litigieux et activité professionnelle ;

Considérant cependant que le législateur a, par l'instauration du principe de l'interdiction de ventilation (Aufteilungsverbot), ancré à l'article 12 L.I.R., « voulu couper court aux problèmes de preuve soulevés par une telle ventilation, ainsi qu'il résulte des travaux préparatoires ... et notamment de la comparaison entre le commentaire gouvernemental, l'avis de la chambre de commerce et le rapport de la commission spéciale;

Considérant qu'il n'est pas indifférent de constater qu'en République Fédérale d'Allemagne la jurisprudence relative au § 12 EStG, qui a servi de modèle à l'article 12 L.I.R., y voit une expression de l'égalité devant l'impôt dans la mesure où la disposition ainsi interprétée empêche certains contribuables de profiter de leur position économique et sociale pour déduire de leurs recettes brutes une partie des dépenses de train de vie que d'autres contribuables sont réduits à payer sur leurs revenus nets après impôt ... ; que ce n'est donc qu'à titre exceptionnel et pour des motifs d'équité propres à chaque espèce qu'elle admet une ventilation, à condition que la séparation des parts privée et professionnelle ne dépende pas d'une estimation sommaire mais repose sur des données objectives et faciles à vérifier » (décision directoriale de juridiction contentieuse du 17 novembre 1982, n° C5951 du rôle) ;

Considérant cependant qu'en matière d'utilisation d'un ordinateur personnel, de tels critères objectifs et contrôlables font régulièrement défaut, et sont même difficilement concevables ; qu'ainsi le principe de l'interdiction de ventilation sort pleinement ses effets et s'oppose à la qualification de l'ordinateur comme instrument de travail au sens de l'article 106 L.I.R. et, par la suite, à la déduction du coût pour l'acquisition de l'appareil et de ses accessoires tant matériels qu'immatériels, dans tous les cas où le contribuable reste à défaut de produire la preuve d'une utilisation exclusive ou quasi exclusive à des fins professionnelles, i.e. d'une utilisation privée inférieure à dix pour cent, sans préjudice toutefois de la faculté de déduire le coût de logiciels spécifiques, exclusivement utilisables dans le cadre de la profession ;

Considérant qu'en l'espèce le réclamant a bien énuméré les nombreuses applications de son matériel informatique dans le domaine de son activité professionnelle ; qu'il est resté néanmoins à défaut de fournir des preuves ou des éléments de preuve que, contrairement à la vue typisée d'une utilisation mixte, il n'aurait pas fait usage de son équipement dans sa vie privée;

Considérant qu'il s'ensuit que la déduction des frais pour ordinateur personnel se heurte en l'espèce à des prescriptions légales, notamment celles de l'article 12 L.I.R;

Considérant qu'il découle de tout ce qui précède que les frais litigieux ne sont pas susceptibles de rentrer parmi les frais d'obtention ;

Considérant que pour le surplus, l'imposition est conforme à la loi et aux faits de la cause et n'est d'ailleurs pas contestée ;

PAR CES MOTIFS

reçoit la réclamation en la forme,

la rejette comme non fondée. »

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 14 octobre 2008, Monsieur ... a introduit un recours en réformation contre la décision directoriale précitée du 15 juillet 2008.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal est compétent pour statuer comme juge du fond sur le recours dirigé par un contribuable contre une décision du directeur ayant statué sur les mérites d'une réclamation de sa part contre un bulletin de l'impôt sur le revenu.

Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation dirigé contre la décision directoriale du 15 juillet 2008.

Le recours en réformation, par ailleurs introduit dans les formes et délai prévus par la loi, est recevable.

A l'appui de son recours, le demandeur fait grief au directeur de ne pas avoir pris en compte les frais relatifs à un ordinateur portable et à une imprimante, pour un montant total de 2.743,41 euros, qu'il entend faire valoir à titre de frais d'obtention dans la catégorie des revenus provenant d'une occupation salariée, en l'occurrence de l'exercice de l'activité salariée de professeur de chimie au lycée technique Nic. Bieber.

Tout en reconnaissant le principe d'interdiction de ventilation se dégageant de l'article 12 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR), il fait valoir qu'une déduction intégrale devrait être admise si les motifs professionnels sont largement prépondérants par rapport aux motifs privés, et qu'une déduction partielle serait possible si la part destinée à l'activité professionnelle pourrait être nettement séparée de la partie privée. Il en conclut qu'un ordinateur ne serait à considérer comme instrument de travail que s'il est presque exclusivement utilisé dans l'intérêt professionnel du contribuable, en avançant une proportion de 90 % ou plus, en admettant que le contribuable devrait exposer cette proportion d'utilisation de l'ordinateur. En s'appuyant sur une circulaire L.I.R. n° 105/2 du 16 mars 1998, il soutient que des critères d'appréciation pouvant être pris en compte seraient le prix d'acquisition, la puissance, le software utilisé et l'applicabilité de l'ordinateur dans le cadre de la profession du contribuable. Il soutient qu'il aurait acquis l'ordinateur et l'imprimante en vue de préparer les cours qu'il dispense en sa qualité de professeur de chimie. Il donne à considérer qu'il aurait installé sur ledit ordinateur exclusivement du logiciel en relation directe avec sa profession, en l'occurrence des programmes pour la visualisation de formules et équations chimiques et mathématiques. Il fait valoir qu'il travaillerait environ 42 heures par semaine, dont 18 heures d'enseignement et 24 heures à la maison, et que pendant ces 24 heures il utiliserait pendant environ 14 heures son ordinateur, en donnant le détail des tâches ainsi accomplies en ayant recours à l'ordinateur. Il expose encore utiliser ledit ordinateur pendant 4 à 5 heures par semaine au lycée pour y dispenser des cours de chimie, et pendant 9 heures par trimestre pour inscrire via internet les notes des élèves. Il souligne qu'il serait obligé d'avoir recours à l'internet par l'intermédiaire de son ordinateur portable, en citant les tâches ainsi effectuées. Il précise qu'aucun jeu vidéo ne serait installé sur ledit ordinateur, de sorte que l'usage resterait exclusivement professionnel, tout en relevant que son ménage disposerait par ailleurs d'autres ordinateurs, de manière à ce que l'utilisation privée de l'ordinateur litigieux ne serait pas nécessaire. Il fait valoir que le coût d'acquisition élevé serait un indice de l'utilisation professionnelle. Quant à l'imprimante, il expose l'avoir acquise dotée d'une fonction spéciale d'impression de dias/films lui permettant d'insérer du matériel filmé par ses soins dans un cours de chimie. Le demandeur conclut que le matériel informatique litigieux serait utilisé exclusivement à des fins professionnelles, de sorte que la question de l'interdiction de ventilation ne jouerait pas, du moment que les frais seraient déductibles dans leur totalité.

Le délégué du gouvernement, dans son mémoire en réponse, invoque le principe de l'interdiction de ventilation des dépenses à caractère mixte se dégageant de l'article 12 LIR, sauf si la part privée et la part professionnelle peuvent être nettement séparées d'après des critères objectifs, aisément contrôlables. Il soutient qu'en l'espèce, la preuve permettant, d'après des critères objectifs, une séparation facile et nette des dépenses en une part privée et une part professionnelle n'aurait pas été rapportée, de sorte que face à une estimation sommaire des dépenses, ceux-ci ne seraient pas déductibles dans leur intégralité. Il soulève encore une confusion dans l'argumentation du demandeur en ce que celui-ci aurait dans sa réclamation du 25 juin 2008 fait état d'une utilisation professionnelle exclusive ou quasi exclusive, tandis qu'il aurait fait état dans son recours d'une utilisation exclusivement professionnelle, pour en conclure que le demandeur ne serait pas lui-même en mesure de

distinguer la part privée et la part professionnelle de l'utilisation. Il renvoie finalement à la motivation de la décision directoriale entreprise suivant laquelle de nos jours un, voire plusieurs ordinateurs équiperait la majorité des ménages et serviraient à la fois à des fins privées et à des fins professionnelles, de sorte qu'aujourd'hui un ordinateur relèverait du domaine de la sphère privée.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur, en s'appuyant sur la jurisprudence luxembourgeoise et allemande en la matière, insiste sur une possibilité de ventilation en présence de critères objectifs et retraçables et conclut qu'en l'espèce, une séparation nette entre part privée et part professionnelle pourrait aisément être faite, en renvoyant plus particulièrement aux programmes installés sur ledit ordinateur.

Il soutient que l'ordinateur litigieux serait utilisé exclusivement, respectivement presque exclusivement à titre professionnel. Tout en renvoyant à l'argumentation présentée à l'appui de la requête introductive, il fait valoir que la profession de professeur de chimie exigerait de nos jours l'utilisation d'un ordinateur.

Il précise encore, face au reproche du délégué du gouvernement concernant une confusion quant à la proportion de l'utilisation professionnelle, qu'il aurait fait état dans sa réclamation d'une utilisation professionnelle quasi exclusive par souci d'honnêteté étant donné qu'une utilisation privée fortuite ne pourrait pas être exclue.

Aux termes de l'article 105 (LIR) « *sont considérées comme frais d'obtention les dépenses faites directement en vue d'acquérir, d'assurer et de conserver les recettes (...)* », tandis qu'aux termes de l'article 12, n° 1 LIR « (...) *ne sont déductibles (...) les dépenses effectuées dans l'intérêt du ménage du contribuable et pour l'entretien des membres de sa famille. Rentrent également parmi ces dépenses les dépenses de train de vie occasionnées par la position économique ou sociale du contribuable, même lorsqu'elles sont faites en vue de profiter ou sont susceptibles de profiter à sa profession ou à son activité* ».

Si l'article 12, n° 1 LIR pose le principe de l'interdiction de la ventilation des dépenses du train de vie qui servent également à l'activité professionnelle, il n'en reste pas moins que lorsque des dépenses ayant servi à des fins privées sont provoquées en partie par des considérations d'ordre professionnel et que cette partie peut être séparée nettement, selon des critères objectifs, la partie des dépenses ayant servi à des fins professionnelles est admise en déduction à titre de dépenses d'exploitation, à moins que cette partie ne soit d'importance minime. Lorsque les dépenses ne peuvent pas être ventilées d'une façon nette ou qu'il est difficilement discernable si les dépenses ont servi plutôt à la profession ou plutôt au train de vie, le montant intégral des dépenses n'est pas déductible conformément à l'article 12, n° 1 LIR. L'utilisation professionnelle doit pouvoir être établie sans difficultés majeures et d'une façon adéquate, selon des critères objectivement contrôlables, et la part professionnelle ne doit pas seulement être d'importance minime (en ce sens « *Notions fiscales de base concernant l'impôt sur le revenu* », par Guy Poos, Etudes fiscales n°124/127 de mai 2002, page 122).

Si, par contre, les dépenses servent exclusivement ou quasi exclusivement à des fins professionnelles, elles sont à considérer comme des frais d'obtention, et dans ce cas elles sont déductibles intégralement.

Plus particulièrement, en ce qui concerne les frais pour l'acquisition de matériel informatique, il est de principe qu'un ordinateur personnel et ses accessoires faisant partie du patrimoine privé du contribuable sont à ranger parmi les biens de la sphère privée, sauf s'il sert et ne peut servir qu'à des fins professionnelles, au regard des critères exposés ci-dessus.

Il échet encore de rappeler qu'en vertu de l'article 59 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, la preuve des faits libérant de l'obligation fiscale ou réduisant la côte d'impôt appartient au contribuable, de sorte qu'il appartient, en l'espèce, en principe au demandeur d'établir que les frais dont il fait état, répondent aux conditions imposées afin d'être admis à titre de frais d'obtention.

Il convient dès lors d'examiner, au regard des conditions exposées ci-dessus, les frais de matériel informatique qui sont visés par le présent recours.

En l'espèce, le demandeur fait valoir, à titre de frais d'obtention, les frais d'acquisition relatifs à un ordinateur portable et à une imprimante. Dans la requête introductive d'instance, il fait valoir que ledit matériel aurait été utilisé exclusivement à des fins professionnelles, tandis que dans la réclamation du 25 juin 2008, il fait état d'une utilisation professionnelle exclusive ou quasi exclusive.

Il échet de prime abord de relever que le tribunal ne saurait partager l'argumentation du directeur suivant laquelle un ordinateur ne pourrait de nos jours plus être considéré comme un instrument de travail. En effet, s'il peut être admis qu'aujourd'hui la majorité des ménages disposent d'un, voire de plusieurs ordinateurs, cette circonstance en elle-même ne saurait cependant constituer un obstacle à la prise en considération d'un ordinateur comme instrument de travail, si par ailleurs les conditions dégagées ci-dessus sont remplies.

Force est encore au tribunal de constater que c'est à tort que le délégué du gouvernement fait état de ce que le demandeur n'aurait pas rapporté la preuve permettant une séparation nette des dépenses en part privée et part professionnelle, en lui reprochant une simple estimation sommaire des dépenses professionnelles qui s'opposerait à la déductibilité des frais dans leur intégralité. En effet, en l'espèce, le demandeur n'a pas invoqué une utilisation partiellement privée du matériel informatique, et n'entend ainsi pas procéder à une ventilation des dépenses en une part privée et une part professionnelle, de sorte que la question de la preuve, d'après des critères objectifs et vérifiables, permettant une distinction nette entre part privée et part professionnelle ne se pose pas. Au contraire, le demandeur fait valoir que le matériel informatique serait utilisé exclusivement, sinon quasi exclusivement à des fins professionnelles. Il s'ensuit que le motif basé sur une absence de preuve de critères de distinction des parts privée et professionnelle ne saurait justifier la décision sous examen.

Face à la déclaration du demandeur d'une utilisation professionnelle exclusive ou quasi exclusive, le directeur reproche au demandeur de ne pas avoir rapporté la preuve qu'il n'a pas fait usage de son équipement à des fins privées.

S'il est exact que la charge de la preuve des faits libérant de l'obligation fiscale ou réduisant la côte d'impôt appartient au contribuable en vertu de l'article 59 de la loi du 21 juin 1999 précitée, et qu'en vertu des dispositions du paragraphe 171 AO, le contribuable a l'obligation d'établir l'exactitude de sa déclaration d'impôt en cas de doute émis par le bureau en vertu du paragraphe 205 AO, il n'en reste pas moins que la preuve des déclarations ne peut, en vertu du paragraphe 171 AO précité, être exigée par le bureau d'imposition que dans

la limite de ce qui est raisonnable (« *soweit ihm dies nach den Umständen zugemutet werden kann* »). Notons encore que contrairement à l'hypothèse dans laquelle le contribuable entend ventiler les frais en une part privée et en une part professionnelle, hypothèse dans laquelle l'interdiction de ventilation joue en l'absence de preuve fournie sur la proportion de l'utilisation professionnelle, le demandeur fait en l'espèce état d'une utilisation exclusivement professionnelle, hypothèse dans laquelle la question de l'interdiction de la ventilation ne se pose pas, ni la question de la charge de la preuve des parts privée et professionnelle, mais où seule la preuve du principe de l'utilisation exclusivement professionnelle peut être litigieux. Dans cette dernière hypothèse, le contribuable n'est pas dispensé de cette preuve et ne saurait se contenter d'une simple affirmation que l'équipement litigieux est exclusivement utilisé à des fins professionnelles, mais il doit rapporter, dans la mesure de ce qui est raisonnable, des éléments de nature à convaincre de ses affirmations.

Le tribunal est amené à conclure qu'en l'espèce, le demandeur a fourni des explications détaillées, qui sont plausibles et concordantes, tant sur la nécessité et l'intérêt de l'utilisation d'un ordinateur dans le cadre de son activité professionnelle, que sur la manière de laquelle cet équipement informatique est utilisé à des fins professionnelles, explications qui en tant que telles ne sont d'ailleurs pas remises en cause par le directeur dans la mesure où il admet que le demandeur utilise couramment ou même de façon prépondérante l'ordinateur pour de multiples tâches en relation avec son emploi, et dans la mesure où il admet la connexion entre le matériel litigieux et l'activité professionnelle. Le demandeur a encore exposé qu'à côté de l'ordinateur litigieux, le ménage dispose d'autres ordinateurs utilisés à des fins privées, et que, par ailleurs, aucun logiciel de loisir, du genre de jeux vidéo, n'est installé sur l'ordinateur litigieux.

En présence de telles explications, le directeur ne saurait se retrancher derrière le simple constat de l'absence de preuve que l'utilisation du matériel n'est pas privée, en imposant ainsi une charge de preuve négative au contribuable, charge de preuve qui dépasse ce qui peut être considéré comme raisonnable au regard de l'article 171 AO. En l'espèce, les déclarations détaillées et plausibles du demandeur sont de nature à corroborer son affirmation basée sur une utilisation professionnelle exclusive ou quasi exclusive des équipements. Face à ces explications, le directeur n'était pas fondé à dénier la déductibilité des frais litigieux au seul motif d'un défaut de preuve d'une absence d'utilisation privée, sans rencontrer utilement les déclarations du demandeur.

La distinction opérée par le délégué du gouvernement par rapport aux déclarations du demandeur entre une utilisation professionnelle exclusive et une utilisation professionnelle quasi exclusive est sans pertinence, étant donné qu'au regard des conditions dégagées ci-dessus, confirmées d'ailleurs par la circulaire du directeur L.I.R. n°105/2 du 16 mars 1998 invoquée par les deux parties et dont la validité n'a pas été contestée de part et d'autre, dans les deux hypothèses, utilisation professionnelle exclusive et utilisation professionnelle quasi exclusive, les frais afférents sont déductibles intégralement. S'y ajoute que le demandeur a de façon plausible expliqué que la référence à une utilisation professionnelle quasi exclusive s'expliquerait par de rares utilisations privées qui seraient à considérer comme fortuites.

Il s'ensuit que face à la déclaration du demandeur que le matériel a été utilisé exclusivement à des fins professionnelles, corroborée utilement par des explications plausibles de sa part, en l'absence de contestations circonstanciées du délégué du gouvernement, respectivement du directeur, de nature à mettre en doute cette déclaration, et

en l'état actuel du dossier et des moyens présentés par les parties, c'est à tort que le directeur a refusé dans son principe la prise en compte des frais y relatifs à titre de frais d'obtention.

Il résulte des considérations qui précèdent que le recours est fondé et que la décision litigieuse est à réformer.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond, le déclare justifié ;

partant, réforme la décision n° C 14492 du directeur de l'administration des Contributions directes du 15 juillet 2008 ;

dit que les frais relatifs à un ordinateur et une imprimante de l'ordre de 2.743,41 euros sont à prendre en compte à titre de frais d'obtention ;

renvoie le dossier au directeur de l'administration des Contributions directes pour exécution et pour transmission au bureau d'imposition compétent ;

condamne l'Etat aux frais de l'instance.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Martine Gillardin, premier juge,
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 4 juin 2009 par le premier vice-président, en présence du greffier Claude Legille.

s. Claude Legille

s. Carlo Schockweiler